



La pensée politique de Ségolène Royal

En cette mi-février 2011, la campagne présidentielle de 2012 est bel et bien engagée. Pour le PS, et à l'image de quelques autres dont on ne sait s'ils vont persévérer, une candidate a annoncé clairement la couleur : Ségolène Royal. Une des raisons de son entrée énergique dans l'arène, à huit mois des Primaires, est l'existence chez elle d'une pensée politique forte qui a besoin d'un peu de temps pour être exposée comme elle le mérite et qui inspire ses concurrents.

Trois séries de comportements lui permettent de conforter et développer au fil du temps sa conception du monde nouveau à bâtir pour le XXIème siècle. Il y a d'abord **les réunions de proximité**, ces déplacements nombreux dans les territoires où la candidate rencontre toutes les catégories de citoyens et se fait « la voix de ceux qui sont sans voix », en avançant régulièrement ses principales propositions. Il y a ensuite **les rencontres d'experts**, par définition plus feutrées, au cours desquelles elle confronte ses propositions aux avis éclairés des spécialistes de domaines pour en évaluer la pertinence et la faisabilité. Il y a enfin **les voyages d'études**, qui n'ont rien d'une promenade de santé. Qu'on en juge avec le dernier exemple de février en Finlande : Ségolène Royal y est allée pour analyser sur place les ingrédients du système éducatif finlandais, régulièrement en tête dans les classements internationaux ; pour comprendre chemin faisant les stratégies finlandaises de maintien des seniors au travail ; pour exposer enfin à un public très nombreux sa vision de ces Etats-Unis d'Europe chers jadis à Victor Hugo.

Cet ensemble impressionnant de trois types de conduites politiques complémentaires, auquel il faut adjoindre les incessantes interventions dans des événements socialistes internes (conventions, soutiens à candidats) et internationaux (réunions de l'Internationale socialiste en qualité de vice-présidente) relève de sa façon de préparer dans la rigueur la proposition qu'elle présentera dans la Primaire de l'automne 2011. On peut essayer de l'esquisser en quelques lignes.

Une politique de civilisation

Le concept de politique de civilisation appartient depuis plus de vingt ans à Edgar Morin, qui vient de publier *La Voie* (2011), où il décrit le chemin à suivre selon lui « pour l'avenir de l'humanité ». Sarkozy avait tenté un jour de reprendre l'expression, avec le succès que l'on sait !!

Pour le grand sociologue, le mal de notre civilisation vient de « développements urbains, techniques, bureaucratiques, industriels, capitalistes, individualistes » qui la rongent de l'intérieur. Il est à présent capital de leur imposer « les impératifs d'une politique de civilisation », que Morin résume par quatre verbes :

- Solidariser (par une politique de solidarité) ;
- Ressourcer et convivialiser (par une politique de qualité de la vie) ;
- Moraliser (en luttant contre l'irresponsabilité et l'égoïsme).

Depuis un bon moment, Ségolène Royal travaille avec Edgar Morin, qui a installé son laboratoire de recherche à Poitiers, laboratoire soutenu par le Conseil régional de Poitou-Charentes qu'elle préside. En juin 2009, ouvrant à Poitiers l'Université internationale d'été sur les sept défis de la politique de civilisation énoncés par Morin, elle déclarait : « c'est un rendez-vous essentiel pour les années qui viennent. Il y sera question des 'alternatives théoriques au paradigme de la croissance', des 'sept défis pour une politique de civilisation' et 'de

l'abîme ou de la métamorphose'. Ce sont les défis majeurs ». Parfaitement acquise à ces idées, Ségolène Royal parle à son tour de « politique de civilisation » et de « métamorphose ».

Ainsi, la politique de civilisation est louée dans l'installation à Poitiers du Comité scientifique de L'Institut politique de civilisation (12 février 2010) ; dans son discours de Rio à L'Internationale socialiste (avril 2010) ; dans la campagne des régionales de 2010 où elle évoque les sept défis de cette politique ; dans sa contribution au sommet du climat de Cancun (fin 2010).

Ainsi, la métamorphose, qui est le point de passage obligé de cette politique de civilisation, est déjà mentionnée : dans le discours de Dakar (2009) où elle réclame de « penser le monde différemment, faire le serment de dépasser tous les schémas, les lieux communs, les systèmes de pensée qui rapetissent » ; dans le discours de New York (juin 2010) où elle déclare que « les crises sont aussi des chances de métamorphose », qu'il faut « entreprendre une mutation radicale qui transforme en profondeur la chaîne des activités humaines », que les Régions doivent faire « le choix de vivre à leur échelle et avec leurs moyens d'une nouvelle politique de civilisation sociale-écologique ».

Dans cette perspective, l'alliance des civilisations sera fondée sur « une nouvelle démocratie planétaire » (Discours de Rio, 2010) et l'Europe, que Marcel Gauchet envisage comme « laboratoire de civilisation », doit alors devenir pour Ségolène Royal « un modèle de civilisation » (Discours d'Athènes, 2009).

Pour sourire un peu : entendant Sarkozy parler de « politique de civilisation », Moscovici avait qualifié en 2007 cette expression de « concept fumeux ». Mais, pilotant en 2010 la première convention socialiste sur l'économie et le modèle de développement, il avait avec d'autres fait figurer le concept dans le texte !

Prônée par Edgar Morin depuis plus de vingt ans pour être déclinée dans tous ses aspects en 2011 par le sociologue dans *La Voie*, reprise avec fermeté par Ségolène Royal depuis quelques années, la politique de civilisation est la construction d'un autre monde aux trois niveaux : régional/national, européen, mondial. Pour Ségolène Royal, cet autre monde reposerait sur une alliance des civilisations et une démocratie planétaire, une République du respect qui soit un ordre juste et notamment une démocratie participative. Elle exige la pratique de « la politique par la preuve », expérimentée patiemment au niveau régional. Telle est l'architecture générale du projet de Ségolène Royal projet, à nos yeux.

Des Etats Unis d'Europe

Le 27 mai 2009 à Rezé, venant soutenir les candidats socialistes aux Européennes, et en présence de Martine Aubry, Ségolène Royal avait évoqué « l'Europe unie de tous les peuples d'Europe ». Pour elle, c'est « une Europe plus juste, plus attentive, plus démocratique, plus efficace, plus passionnée, plus combattive aussi pour la paix du monde ». Elle n'hésitait pas à prôner une Europe capable de se dresser contre la junte birmane pour obtenir la libération d'Aung Sang Suu Kyi, ce qui est quand même autre chose que d'accueillir sur tapis rouge le leader lybien ! Bref, Ségolène Royal veut « les Etats-Unis d'Europe » pour « la justice sociale au service de l'efficacité économique, une démocratie exemplaire, un combat écologique et des libertés toujours plus grandes ». C'est une « Europe unie, sociale, humaniste » avec un président de l'Europe, un Parlement à l'avant-garde de la démocratie, un gouvernement démocratique et « pas seulement un gouvernement économique.. un directoire de la zone euro ».

Le récent discours d'Helsinki (février 2011) fait retour sur ces exigences et se veut explicite sur trois propositions : retrouver une vision par retour à l'esprit de pionniers de l'Europe ; construire ces Etats-Unis d'Europe comme la fédération d'Etats-nations chère à Jacques Delors ; développer une grande politique économique et sociale européenne.

Explicitant les mesures économiques qui constituent l'urgence du moment, elle propose la taxation des mouvements de capitaux spéculatifs, l'élargissement du périmètre d'intervention de la Banque centrale européenne, une agence de notation spécifiquement européenne, de nouvelles règles de supervision des banques et des fonds spéculatifs.

Une nouvelle politique de développement

L'heure est à l'unanimité en ce qui concerne le développement : tout un chacun le veut « durable », quand certains altermondialistes et écologistes le pensent « soutenable », sans parler de la minorité qui prône la décroissance. La belle entente sur le qualificatif « durable » est trompeuse car elle permet d'embarquer en elle la sacro-sainte croissance. Or, sur ce point, Edgar Morin par exemple rejette systématiquement le concept de développement au motif qu'il couve en lui l'économisme de la croissance indéfinie, cette « folie économique-politique » non encore perçue comme telle. En lieu et place de la croissance verte, il parle d'économie verte, laquelle doit imposer de croître sur certains plans, stagner ou décroître sur d'autres (pollution, déchets, etc.). Ce qui veut dire qu'une politique de civilisation réclame d'abord une réforme de la pensée et que le développement doit être problématisé.

Ségolène Royal n'a pas abandonné le terme de développement, mais elle en a parfaitement compris tous les enjeux et parle plutôt de « développement humain ». A ses yeux, la politique doit être d'abord « sociale-écologique ».

Sur le plan économique, il ne suffira donc pas de réclamer la régulation (nécessaire) du capitalisme, de la finance internationale, des marchés mondiaux. Comme il ne suffira pas de mentionner qu'ont cessé les dérégulations prônées un temps par le FMI, auxquelles a succédé à présent la rigueur économique imposée aux Grecs et autres Irlandais. Il faut avant tout avoir le courage, quand on est de gauche, d'abandonner le culte de la croissance indéfinie. Et le meilleur moyen est de développer une politique de civilisation fondée sur la priorité de l'écologie et du social.

Ce travail est à l'œuvre dans le laboratoire de la Région Poitou-Charentes, travail politique que Jean-François Macaire (Vice-Président) a qualifié dans un livre de « révolution silencieuse ». Il sait de quoi il parle, il la vit au jour le jour depuis 2004 et c'est ce que Ségolène Royal qui l'orchestre nomme « la politique par la preuve ».

J.-F. Macaire affirme que ce qui se passe dans ce laboratoire du changement, et dont on ne parle guère, « ne ressemble pas à ce qui se fait généralement dans les collectivités territoriales ». Il y voit un changement « dans les principes, dans les actions, dans les méthodes, dans la façon de faire les choix ». Cela touche « tous les paramètres stratégiques : conception, décision, méthodologie de conduite de l'action » et cela relève d'un « nouveau regard porté sur l'économie, sur la société, sur le monde et sur la politique ».

Sur le plan économique, un nouveau modèle est engagé en Poitou-Charentes par restructuration complète du budget régional. Il passe par une stratégie régionale de marché, des participations de la Région au capital d'entreprises, la possession par la Région de brevets industriels, un Fonds d'investissement Proximité qui draine l'épargne des particuliers vers les entreprises régionales innovantes. La décroissance affecte les budgets de la communication, des déplacements, des réceptions et les aides et subventions sont réorientées.

Sur le plan écologique, les instruments de l'excellence environnementale visée sont un Plan régional Initiative Climat, un Plan après-pétrole (Lycée Kyoto, TER fonctionnant aux bio-carburants), un Fonds régional d'excellence environnementale. Le Pôle de compétitivité des éco-industries regroupe plus de 400 entreprises et laboratoires de recherche. On exploite les énergies renouvelables, tout spécialement photovoltaïques, et de nouveaux produits écologiques (véhicules électriques, biocarburants, granulats, etc.).

Sur le plan social, l'attention se focalise sur les révolutions de l'emploi, de la formation, de la citoyenneté. Enfin, une coopération décentralisée très active est à l'œuvre avec le Québec, le Sénégal, l'Inde et le Vietnam, en totale cohérence avec la politique de développement humain en Région.

Un triptyque central

Il n'est pas de politique cohérente et ambitieuse si elle ne met pas en synergie les pôles de la République, de l'Etat-nation et de la Démocratie. Sur ces trois points, Ségolène Royal a affirmé ses positions, au risque de devoir bousculer tabous et stéréotypes, de provoquer des critiques qui se sont transformées en récupération.

République du respect et Fraternité

« La clé de tout, c'est la République du respect. C'est d'abord un Etat respecté parce que ceux qui l'incarnent nous respectent...C'est celle de l'égalité du traitement, pas des passe-droits et des privilèges. Celle où l'Etat fonctionne bien...Celle qui conduira de vraies réformes parce qu'elles seront justes et élaborées démocratiquement...C'est une conduite dans le respect des services publics » (*Si la gauche veut des idées*).

Martine Aubry y voit une société du « care », mot intraduisible recouvrant des réalités complexes ; mot proche de sollicitude, attention portée aux autres, aide et accompagnement des personnes ; notion qui conduit à privilégier la société des services. Dans un entretien donné au *Monde magazine* (5 juin 2010), Martine Aubry s'exprime en des termes qui sont ceux de Ségolène Royal. Deux exemples :

- Elle en appelle deux fois à « une société du respect » qu'elle décrit comme « une société décente, une société du soin...et non pas une société dure, violente, brutale, égoïste ».
- Au journaliste qui lui fait remarquer que le lien social qu'elle évoque « ressemble finalement à la fraternité réclamée par Ségolène Royal », elle répond : « Oui, absolument ». Et sa conclusion précise : « Nous devons défendre l'égalité sans laquelle il n'y a pas de liberté et porter haut la solidarité et la fraternité pour bien vivre ensemble ».

C'est parfaitement exact, mais la gauche a trop longtemps ignoré la fraternité, celle qui avait été décrite par Jacques Attali en 1999 (*Fraternité*, Fayard) ; celle qui a été analysée par Régis Debray, dix ans plus tard (*Le Moment Fraternité*, Gallimard, 2009) et que l'AG de Désirs d'avenir de mars 2009 avait évoquée. Les déclarations de Ségolène Royal sur la fraternité sont nombreuses : « elle nous permet d'affronter les grands défis et suggérer aux peuples les plus grands desseins » (mars 2009) ; « une clé essentielle pour permettre une nouvelle conscience mondiale, ce nouveau siècle citoyen. La fraternité, c'est ce sentiment qui dépasse toutes les différences pour nous permettre de vivre ensemble » (septembre 2009). A L'Internationale socialiste, Ségolène Royal en appelle tout naturellement à « la fraternité des peuples » (Athènes, 2009), elle réclame « une politique de générosité et de fraternité des peuples » (New York, 2010).

Le 31 décembre 2009, Sarkozy dans ses vœux a promis de redonner « sens au beau mot de fraternité qui est inscrit dans la devise républicaine » ! Dans ses vœux, Martine Aubry en a appelé aussi à « une France plus fraternelle ». Tout le monde veut donc à présent la fraternité !

Ordre juste de l'Etat

Les gens de gauche répugnent à parler de la Nation, du drapeau, de l'hymne national. Les nationalismes meurtriers du XXème siècle en sont la cause. Mais Ségolène Royal n'a pas oublié que la Nation, issue de la Révolution française, est fille de la philosophie des Lumières.

L'Etat n'a guère été prisé des marxistes, qui l'ont réservé au seul pouvoir bourgeois, et cet impensé leur a joué des tours dans tous les régimes communistes. Traditionnellement associé à la notion d'ordre public, l'Etat républicain a le monopole institutionnel de la violence légitime, celle qui réduit le désordre ou violence illégitime par des dispositifs judiciaires et policiers, sur le mode de la sécurité. La droite a longtemps courtisé l'ordre moral et autoritaire, elle uniformise peu à peu de nos jours toutes les violences, elle étend alors le champ d'intervention de l'Etat et pourrait nous conduire à une société de surveillance. La gauche se doit aussi de réguler les rapports sociaux, réfréner les débordements, redéfinir les notions d'intérêt public, bien public, service public. Comment passer alors de l'ordre injuste à l'ordre juste, expression qui a été utilisée dès 1996 par Ségolène Royal dans *La Vérité d'une femme ?* L'ordre juste est la contrainte légitime ; l'ordre injuste est la domination pure et la violence institutionnelle.

Cet ordre juste est mondial : « il n'est pas d'autre direction à suivre que de peser de toutes nos forces pour l'avènement d'un ordre international juste et des outils qui lui sont nécessaires » (*Si la gauche veut des idées*). Ces outils sont nommés : introduire dans les règles de l'OMC le respect des normes sociales et environnementales ; réformer FMI, Banque mondiale pour les mettre au service du développement humain ; créer une Organisation mondiale de l'Environnement ; promouvoir une Politique agricole commune mondiale. Ségolène Royal affirme : « L'ordre juste. Je ne vois pas ce que je pourrais trouver de mieux dans ma vie politique que ce concept auquel je crois : l'ordre économique, politique, environnemental juste. Il faut absolument tout changer en gardant ce triptyque à l'esprit...C'est une question de survie nationale et planétaire » (*Femme debout*).

Cet ordre juste est évidemment national. Il résulte d'un nouvel équilibre à trouver entre la « nouvelle puissance publique » de l'Etat - qui est pour Ségolène Royal préventif, correcteur et protecteur - de nouveaux droits des citoyens et groupements organisés (associations, syndicats, etc.) dans la République du respect. Il passe obligatoirement par le ciment de la laïcité, l'égalité, la justice économique, les droits fondamentaux à l'éducation et à la formation, la sécurité, la démocratie participative.

Le concept a été moqué par DSK avec la formule « l'ordre juste, c'est juste le désordre » ! Il a été récupéré un instant par Sarkozy en octobre 2006. En 2009, Michel Barnier a déclaré dans *Les Echos*, lors de la campagne des Européennes : « je suis pour un ordre juste en Europe. Le monde ne sera pas stable s'il n'est pas juste ». Dans la même campagne, les socialistes s'engageaient pour « une Europe du juste échange » et Elisabeth Guigou se prononçait à son tour dans son livre « Pour une Europe juste ». A peu d'exceptions près, quelle belle unanimité !

Démocratie participative

L'expression est présente dans tous les discours de Ségolène Royal prononcés sur le plan national, européen (Discours de Berlin à L'Internationale socialiste) et international (Discours de Dakar).

Ce type de démocratie est pratiqué en Poitou-Charentes avec les budgets participatifs des lycées (deux réunions annuelles) ; les ateliers participatifs proches des jurys citoyens (ateliers sur le changement climatique, les bourses d'aide à la création d'entreprise) ; les forums participatifs (sur la santé, le handicap, les éco-industries, l'enseignement supérieur, la formation). En décembre 2006, Ségolène Royal en a fait un moment

essentiel de sa campagne présidentielle, affirmant que « les citoyens sont les meilleurs experts de ce qu'ils vivent » (Rennes). En décembre 2009, dans son *Contrat pour les régions*, le PS a écrit : « parce que nous pensons, que les citoyens sont les meilleurs experts de leur vie, nous voulons qu'ils soient co-auteurs des politiques publiques avec leurs élus et les acteurs de la démocratie sociale...Nous développerons la démocratie participative sous toutes ses formes ».

On a voulu caricaturer ces réunions participatives en les réduisant à des successions de moments d'expression portés par le comportement compassionnel de l'animatrice. C'est ne rien comprendre à la question ! Cependant, il est nécessaire d'avoir un minimum de formation à la conduite de ces réunions d'expression montante et il convient de s'entourer de précautions quand on opte pour un dispositif complexe. Mais, même si elle impose quelques contraintes, la démocratie participative est et sera réclamée par tous les acteurs politiques de l'avenir et il suffisait d'avoir lu Pierre Rosenvallon et quelques autres pour le comprendre bien plus tôt !

Ce texte a tenté de décrire rapidement les lignes de force et l'architecture d'ensemble de la pensée politique de Ségolène Royal. Pour tous ceux qui ont lu ses livres, analysé ses discours, participé aux Universités populaires participatives organisées par Désirs d'avenir, il n'est aucun doute : Ségolène Royal sait parfaitement où elle va depuis plusieurs années et elle ne cesse d'approfondir sa réflexion. Le dénigrement d'hier concernant ses idées s'est inversé en victoire idéologique. Et ce qui frappe, c'est l'ampleur de sa vision, l'originalité de ses propositions, le sens de l'avenir qui les traverse. Qu'on se le dise !

Noël Nel

Désirs d'avenir Grand-Danone